

# CAMERA DEI DEPUTATI

Doc. **XII-bis**  
N. 57

## RACCOMANDAZIONE DELL'ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELL'UNIONE EUROPEA OCCIDENTALE

SECONDA PARTE DELLA QUARANTOTTESIMA SESSIONE ORDINARIA  
(Parigi, 2-4 dicembre 2002)

Raccomandazione n. 719 (1)  
Sulla cooperazione in materia di armamenti  
in Europa: le attività del GAEO e dell'UE —  
Risposta alla relazione annuale del Consiglio

Annunziata il 4 marzo 2003

L'ASSEMBLÉE,

(i) Se félicitant de la réponse du Conseil à sa Recommandation n° 712, tout en regrettant le retard pris par la transmission de la première partie du Quarante-huitième rapport annuel du Conseil à l'Assemblée;

(ii) Considérant qu'il est indispensable que le vaste édifice institutionnel et poli-

tique que représente l'Europe parvienne à une unité concrète sur le plan des capacités militaires;

(iii) Considérant par conséquent que l'audace doit l'emporter sur la prudence lorsqu'il s'agit de développer les capacités militaires européennes et d'élaborer une politique européenne de sécurité et de défense efficace;

(iv) Considérant en outre la nécessité incontournable d'une coopération européenne dans le secteur des armements;

(v) Soulignant le rôle important du GAEO en tant que forum européen pour

(1) Adoptée par l'Assemblée le 4 décembre 2002, au cours de la neuvième séance, sur la base du projet de recommandation amendé.

les questions d'armement et la contribution de l'OAE0 au développement des capacités européennes en matière de recherche et de technologie de défense;

(vi) Considérant qu'il est nécessaire de poursuivre les efforts en vue de la transformation de l'OAE0 en Agence européenne de l'armement (AEA);

(vii) Estimant qu'il est indispensable que les Etats de l'UEO, pour la plupart membres de l'Alliance atlantique et de l'Union européenne (UE) ou candidats à l'adhésion à l'une ou l'autre organisation, puissent se mettre d'accord sur les principes d'une politique européenne d'armement intégrée dans un concept stratégique européen et dont la mise en oeuvre serait confiée à l'AEA;

(viii) Soulignant les conséquences négatives pour l'industrie européenne de l'armement de l'absence de perspectives crédibles dans ce domaine;

(ix) Considérant qu'il est primordial de regrouper les différentes initiatives existant au niveau européen (OCCAR, LoI/Accord-cadre) sous la responsabilité politique et juridique d'une AEA et de les étendre progressivement aux Etats qui souscriraient à leurs principes et objectifs;

(x) Estimant que le GAEO, par son expérience et sa capacité à intégrer de nouveaux pays, a vocation à devenir l'organe politique central de l'AEA, si ses membres en décident ainsi;

(xi) Soulignant les progrès de la réflexion engagée par l'UE sur les questions d'armement, et notamment sur l'élaboration d'un Code de conduite en matière d'exportation d'armements;

(xii) Rappelant, néanmoins, que le maintien en l'état de l'article 296 du Traité instituant la Communauté européenne (TICE) constitue un frein au développement des activités de l'UE dans le domaine de l'élaboration et du financement de pro-

grammes de coopération et de production d'armements;

(xiii) Soulignant le rôle important que la Commission européenne peut jouer dans ce domaine du fait de ses compétences et de ses liens avec les industries européennes à caractère dual, notamment dans le domaine aéronautique;

(xiv) Considérant, néanmoins, que l'UE n'est pas prête, à l'heure actuelle, du fait du maintien de l'article 296 du TICE et de la difficulté d'associer des Etats tiers à son processus décisionnel, à intégrer en son sein les compétences de la future AEA;

(xv) Estimant que les besoins opérationnels de l'Europe en matière de défense nécessiteront, dans les années à venir, d'importants investissements en équipements pour répondre aux exigences de la défense collective, de l'objectif global de l'UE et de la réforme des forces de l'OTAN, compte tenu également des effets de l'élargissement de ces deux organisations dans le domaine des armements et de leur interopérabilité;

(xvi) Considérant que les objectifs nationaux pour le budget de la défense — 2% à 3% du PIB — sont insuffisants par rapport aux besoins réels, notamment en ce qui concerne les équipements lourds (avions de transport et de combat, porte-aéronefs et navires de transport) et les domaines de haute technologie (défense antimissile, espace);

(xvii) Soulignant que, pour pallier ces insuffisances, il sera nécessaire de mettre en place, à moyen terme, des budgets communs, notamment en matière de recherche et technologie, ce qui suppose l'élaboration préalable d'une politique européenne d'armement intégrant des aspects civils et militaires, au profit des deux secteurs;

(xviii) Considérant qu'en l'absence de progrès à moyen terme dans cette direction, les industries européennes de défense courent le risque de devenir des sous-

traitants pour le compte de leurs concurrentes américaines et que la perte de marchés et l'affaiblissement des capacités technologiques et du savoir-faire européens dans ce domaine sont également à craindre,

#### RECOMMANDE AU CONSEIL

1. De s'engager avec une détermination accrue en faveur du développement de capacités militaires européennes unitaires et d'une politique européenne de sécurité efficace;

2. De maintenir son engagement en faveur de l'élaboration d'une politique européenne de l'armement;

3. De poursuivre et d'approfondir sa réflexion sur le rôle et les compétences du GAEO et de donner l'impulsion nécessaire à la transformation de l'OAEO en Agence européenne de l'armement (AEA);

4. D'exprimer concrètement sa détermination à utiliser le GAEO en tant que

tribune permettant d'harmoniser au maximum les différentes positions dans le domaine de la coopération en matière d'armement;

5. De préserver les intérêts de tous les pays membres du GAEO et de l'OAEO et de veiller à ce qu'ils participent sur un pied d'égalité au processus décisionnel dans les discussions sur la mise en place d'une future AEA;

6. D'encourager le GAEO et l'OAEO ainsi que les instances appropriées de l'Union européenne (y compris la Commission européenne) et de l'OTAN à coopérer et à envisager des projets communs;

7. De maintenir l'Assemblée informée de ses initiatives en matière de coopération dans le domaine des armements, notamment en lui transmettant son rapport annuel suffisamment tôt pour que les commissions concernées de l'Assemblée puissent le prendre en considération dans la préparation de leurs rapports et de leurs recommandations.

**N. B. Traduzione non ufficiale**

Raccomandazione n. 719 (1)  
Sulla cooperazione in materia di armamenti  
in Europa: le attività del GAEO e dell'UE —  
Risposta alla relazione annuale del Consiglio

L'ASSEMBLEA,

(i) Soddisfatta per la risposta del Consiglio alla sua raccomandazione n.712, sia pur lamentando il ritardo occorso nella trasmissione della prima parte della 48a relazione annuale del Consiglio all'Assemblea;

(ii) Ritenendo indispensabile che il vasto edificio istituzionale e politico rappresentato dall'Europa giunga ad un'unità concreta sotto il profilo delle capacità militari;

(iii) Ritenendo pertanto che l'audacia debba prevalere sulla prudenza quando si tratta di sviluppare le capacità militari europee e di elaborare un'efficace politica europea di sicurezza e di difesa;

(iv) Considerando inoltre l'ineludibile necessità di una cooperazione europea nel settore degli armamenti;

(v) Sottolineato l'importante ruolo del GAEO in quanto forum europeo per il problema degli armamenti e il contributo dell'OAEO allo sviluppo delle capacità europee in materia di ricerca e di tecnologia di difesa;

(vi) Considerato che è necessario proseguire gli sforzi in vista di trasformare l'OAEO in Agenzia europea dell'armamento (AEA);

(vii) Ritenendo indispensabile che gli Stati dell'UEO, in maggior parte membri dell'Alleanza atlantica e dell'Unione europea (UE) o candidati all'adesione all'una o l'altra organizzazione, possano accordarsi sui principi di una politica europea degli armamenti integrata in un concetto strategico europeo la cui attuazione sarebbe affidata alla AEA;

(viii) Sottolineate le negative conseguenze derivanti all'industria europea degli armamenti dalla assenza di prospettive credibili in questo campo;

(ix) Considerato che è prioritario raggruppare le diverse iniziative esistenti a livello europeo (OCCAR, Lol/Accordo qua-

---

(1) Adottata dall'Assemblea il 4 dicembre 2002, nel corso della Nona Seduta, sulla base del progetto di raccomandazione emendato.

dro) sotto la responsabilità politica e giuridica di una AEA e di estenderle progressivamente agli Stati che sottoscriveranno i loro principi e obiettivi;

(x) Ritenuto che il GAEO, per la sua esperienza e la sua capacità di integrare nuovi paesi è vocato a divenire l'organo politico centrale della AEA, se i suoi membri decideranno in tal senso;

(xi) Sottolineati i progressi della riflessione intrapresa dalla UE sulle questioni di armamento, in particolare sulla elaborazione di un Codice di condotta in materia di esportazione di armamenti;

(xii) Ricordato peraltro che il mantenimento in vigore dell'art. 296 del Trattato istitutivo della Comunità europea (TICE) costituisce un freno allo sviluppo delle attività dell'UE nel campo della elaborazione e del finanziamento di programmi di cooperazione e produzione di armamenti;

(xiii) Sottolineato l'importante ruolo che la Commissione europea può svolgere in questo settore grazie alle sue competenze e ai suoi rapporti con le industrie europee a carattere duale, specialmente in campo aeronautico;

(xiv) Considerato tuttavia che l'UE non è pronta, nel momento attuale, a causa dell'esistenza dell'articolo 296 del TICE e della difficoltà di associare Stati terzi al suo processo decisionale, a integrare in sé le competenze della futura AEA;

(xv) Ritenuto che le necessità operative dell'Europa in materia di difesa richiederanno nei prossimi anni notevoli investimenti in materiali per rispondere alle esigenze della difesa collettiva, dell'obiettivo globale della UE e della riforma delle forze della NATO, anche in considerazione degli effetti dell'allargamento di queste due organizzazioni nel campo degli armamenti e della loro interoperatività;

(xvi) Considerato che gli obiettivi nazionali per il bilancio della difesa — da 2 per cento a 3 per cento del PIL — sono insufficienti rispetto ai bisogni reali, particolarmente riguardo ai mezzi pesanti (aerei da trasporto e da combattimento, portaerei e navi da trasporto) e ai settori di alta tecnologia (difesa antimissile, spazio);

(xvii) Evidenziato che, per colmare queste carenze, sarà necessario costituire a medio termine dei bilanci comuni, specificatamente in materia di ricerca e tecnologia, il che suppone la preventiva elaborazione di una politica europea di armamento integrante aspetti sia civili che militari, con beneficio di ambedue i settori;

(xviii) Considerato che in mancanza di progressi a medio termine in questa direzione le industrie europee della difesa rischiano di diventare subappaltatrici per conto delle loro concorrenti americane, e che sia la perdita di mercati che l'indebolimento delle capacità e competenze tecnologiche europee in questo ambito sono due rischi da scongiurare,

#### RACCOMANDA AL CONSIGLIO

1. D'impegnarsi con maggiore determinazione a favore dello sviluppo di capacità militari europee unitarie e di un'efficace politica europea di sicurezza;

2. Di mantenere il suo impegno a favore dell'elaborazione di una politica europea dell'armamento;

3. Di portare avanti ed approfondire la sua riflessione sul ruolo e le competenze del GAEO ed imprimere il necessario impulso alla trasformazione dell'OAEI in Agenzia europea dell'armamento (AEA);

4. Di esprimere concretamente la propria determinazione ad utilizzare il GAEO quale tribuna che consente di armonizzare al massimo le diverse posizioni nel settore

della cooperazione in materia di armamento;

5. Di tutelare gli interessi di tutti i paesi membri del GAEO e dell'OAEU, curando che partecipino paritariamente al processo decisionale nella discussione sulla realizzazione di una futura AEA;

6. Di incoraggiare il GAEO e l'OAEU, come pure gli organi competenti dell'Unione europea (compresa la Commissione

europea) e della NATO a cooperare e prospettare progetti comuni;

7. Di tenere informata l'Assemblea delle proprie iniziative in materia di cooperazione nel campo degli armamenti, e in particolare trasmettendole la propria relazione annuale con un anticipo sufficiente affinché le commissioni interessate dell'Assemblea possano prenderla in considerazione nella preparazione delle loro relazioni e raccomandazioni.